



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/8
11 août 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR
LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT
QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE
CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES
BIOTECHNOLOGIQUES

Septième réunion

Pyeongchang, République de Corée, 29 septembre - 3 octobre 2014

Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

MANIPULATION, TRANSPORT, EMBALLAGE ET IDENTIFICATION DES ORGANISMES VIVANTS MODIFIÉS

Synthèse de l'information et des enseignements tirés de l'application des exigences relatives au paragraphe 2 a) de l'article 18

Note du Secrétaire exécutif

I. INTRODUCTION

1. Conformément à l'article 18 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, chaque Partie au Protocole est tenue de prendre les mesures nécessaires pour exiger l'identification des mouvements transfrontières des organismes vivants modifiés (OVM) dans la documentation d'accompagnement. À sa troisième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole (COP-MOP) a décidé, au paragraphe 4 de la décision BS-III/10, de prendre des mesures visant à garantir que la documentation accompagnant les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés (OVM-AHAT), stipule clairement :

a) dans les cas où l'identité des organismes vivants modifiés est établie par des moyens tels que les systèmes de préservation de l'identité, que la cargaison contient des OVM-AHAT ;

b) dans les cas où l'identité des organismes vivants modifiés ne peut pas être établie par des moyens tels que les systèmes de préservation de l'identité, que la cargaison peut contenir un ou plusieurs OVM-AHAT ;

c) que les organismes vivants modifiés ne sont pas destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement ;

d) les noms communs, scientifiques, et s'ils existent, commerciaux des organismes vivants modifiés ;

* UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/1.

e) le code d'événement de transformation de l'organisme vivant modifié ou, le cas échéant, en tant que clé d'accès aux informations du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, son code d'identification unique ;

f) l'adresse Internet du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques afin d'obtenir de plus amples informations.

2. À la cinquième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole, les Parties étaient censées examiner et évaluer les enseignements tirés de l'application du paragraphe 4 de la décision BS-III/10, en vue d'envisager une décision, lors de leur prochaine réunion, qui permettrait de garantir que la documentation accompagnant les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, couverte par le paragraphe 4, stipule clairement que la cargaison contient des organismes vivants modifiés qui sont destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, et inclut les informations détaillées dans les points c) à f) de ce même paragraphe.

3. Cependant, compte tenu de l'expérience limitée acquise, les Parties ont décidé, à leur cinquième réunion, de reporter cette prise de décision supplémentaire à leur septième réunion. Par ailleurs, il a été convenu que cette prise de décision devrait également inclure la prise en considération de la nécessité d'un document indépendant, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 2 de la décision BS-III/10. Le paragraphe 7 de la décision BS-V/8 a prié les Parties et invité les autres gouvernements et les organisations compétentes à remettre au Secrétaire exécutif, avant la septième réunion, de plus amples informations sur l'expérience acquise dans le cadre de l'application du paragraphe 4 de la décision BS-III/10 et de la décision BS-V/8, y compris toute information sur les obstacles rencontrés dans le cadre de l'application de ces décisions, ainsi que sur les besoins particuliers en matière de renforcement des capacités pour l'application de ces décisions. Le Secrétaire exécutif a été prié de compiler les informations recueillies et de préparer un rapport de synthèse pour examen par les Parties.

4. En conséquence, la section II du présent document comprend une synthèse des informations recueillies par le Secrétaire exécutif sur l'expérience acquise en matière d'identification et de documentation des cargaisons d'organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, ainsi que des informations concernant les défis et obstacles rencontrés, les besoins en matière de renforcement des capacités et la nécessité d'utiliser ou non un document d'identification indépendant. La section III suggère quelques éléments d'un projet de décision à soumettre aux Parties pour examen à la septième réunion.

II. SYNTHÈSE DES COMMUNICATIONS RELATIVES À L'EXPÉRIENCE ACQUISE

a) Expérience acquise en matière d'application des exigences d'identification (article 18.2 a), décision III/10, paragraphe 4)

5. Au terme du nouveau délai fixé au 2 mai 2014, le Secrétaire exécutif avait reçu treize communications. Celles-ci comprenaient huit communications provenant des Parties suivantes : le Brésil, la Chine, l'Union européenne, la Malaisie, le Mexique, la Norvège, la République de Corée et l'Afrique du Sud ; deux communications provenaient d'autres gouvernements, à savoir de l'Australie et des États-Unis d'Amérique ; et trois communications provenaient d'organisations non gouvernementales, à savoir Global Industry Coalition (GIC), International Grain Trade Coalition, et No! GMO Campaign. Le texte intégral des communications a été compilé et mis à disposition sous forme de document d'information (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/2).

6. Six Parties, à savoir le Brésil, la Chine, l'Union européenne, la Norvège, la République de Corée et l'Afrique du Sud, ont déclaré disposer d'un système réglementaire entièrement fonctionnel pour traiter la manipulation, le transport, l'emballage et l'identification des organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, qui satisfait aux exigences à cet égard. Deux Parties, la Malaisie et le Mexique, ont déclaré disposer d'un cadre juridique

ou d'une législation appropriés régissant l'importation des OVM, mais qu'ils en étaient toujours au stade de la mise en place, en bonne et due forme, des règlements ou mécanismes nécessaires à son fonctionnement.

7. Dans sa communication, le Brésil a indiqué que le paragraphe 4 de la décision BS-III/10 fournissait une orientation équilibrée sur le mode d'application de l'article 18.2 a) du Protocole. Selon la communication, il est essentiel que les Parties continuent d'adopter, en fonction de leurs besoins et conformément aux objectifs du Protocole, des mesures nationales adéquates pour l'application de l'article 18.2 a) et de la décision BS-III/4. Le Brésil a également indiqué qu'il était important pour les Parties de fournir, par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, la liste des OVM autorisés dans leur juridiction à des fins d'alimentation humaine ou animale ou de transformation.

8. Dans sa communication, la Chine a déclaré qu'elle régula le transport, l'emballage et l'étiquetage des OVM et qu'une série de normes d'inspection avait été élaborée conformément aux lois et règlements connexes. Elle note que l'Administration générale du contrôle de la qualité, de l'inspection et de la quarantaine inspecte les OVM importés et exportés conformément au Règlement sur la gestion de la sécurité agricole en ce qui concerne les organismes génétiquement modifiés et aux mesures connexes. Par ailleurs, la Chine note, dans sa communication, que, tandis qu'une inspection des importations et exportations des OVM est actuellement requise conformément aux règlements nationaux en vigueur, elle suggère que les Parties fournissent des informations détaillées et identifient les étiquettes des OVM-AHAT exportés, qu'elles effectuent des tests génétiques avant les exportations et qu'elles présentent des certificats et rapports de contrôle pour les OVM-AHAT exportés, et enfin qu'elles partagent les informations relatives au système de préservation de l'identité par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, de sorte que les pays importateurs puissent accéder à des informations précises sur les OVM mis sur le marché.

9. La communication remise par l'Union européenne (UE) et ses États membres a fourni des informations détaillées sur le cadre juridique complet existant au sein de l'Union européenne et qui traite la manipulation, le transport, l'emballage et l'identification des organismes vivants modifiés. Elle a déclaré que ses exigences en matière d'identification et de documentation des organismes génétiquement modifiés (OGM) étaient conformes à l'article 18.2 a) du Protocole et sans préjudice des autres exigences spécifiques imposées par la législation européenne, telles que :

a) le Règlement (CE) N° 1829/2003, qui définit les règles d'étiquetage de l'ensemble des denrées alimentaires et aliments pour animaux génétiquement modifiés, stipulant que les denrées alimentaires et aliments pour animaux génétiquement modifiés doivent être étiquetés comme OGM, sauf si leur teneur en OGM ne dépasse pas 0,9 % et si cette présence est adventive ou inévitable d'un point de vue technique ;

b) le Règlement (CE) N° 1830/2003, qui stipule que les opérateurs doivent transmettre et conserver les informations relatives aux produits qui contiennent ou sont produits à partir d'OGM à toutes les étapes de la mise sur le marché ;

c) le Règlement (CE) N° 65/2004, qui instaure un système d'élaboration et d'attribution d'identificateurs uniques pour les organismes génétiquement modifiés. Le règlement adopte le modèle défini par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour les identificateurs uniques attribués aux plantes transgéniques, qui est devenu obligatoire à la mi-avril 2004 pour le cadre réglementaire national de l'Union européenne en matière d'OGM ; et

d) le Règlement (CE) N° 1946/2003, qui stipule, à l'article 12, que l'exportateur est tenu de préciser dans un document accompagnant l'OGM qui est à communiquer à l'importateur réceptionnant l'OGM : le fait qu'il est constitué d'OGM ou qu'il en contient ; et le(s) code(s) d'identification unique(s) attribué(s) à ces OGM lorsque ces codes existent.

10. L'UE a également expliqué que l'article 12 du Règlement (CE) N° 1946/2003 stipule, par ailleurs, que les informations relatives à l'identification doivent être complétées, pour les OGM destinés à être

utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, par une déclaration de l'exportateur attestant que les OGM sont destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, et indiquant clairement qu'ils ne sont pas destinés à être disséminés volontairement dans l'environnement ; et précisant les coordonnées à contacter pour tout complément d'information. Pour les produits consistant en mélanges d'OGM ou en contenant qui sont uniquement destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, les exigences susmentionnées relatives à l'identification peuvent être remplacées par une déclaration d'utilisation d'un autre opérateur, accompagnée par une liste des identificateurs uniques attribués aux OGM utilisés pour la constitution de ce mélange. À cet égard, l'UE a expliqué comment s'appliquait, dans les États membres, l'obligation relative au modèle défini par l'OCDE pour les identificateurs uniques attribués aux plantes transgéniques, et comment l'usage de ce modèle s'est étendu aux identificateurs uniques pour les microorganismes et animaux génétiquement modifiés dans l'attente de l'élaboration et de l'adoption de tout autre modèle spécifique à l'échelon international. L'UE considère l'utilisation des identificateurs uniques comme un facteur clé pour accéder aux informations disponibles dans le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

11. La Malaisie a expliqué que le gouvernement travaillait actuellement, en collaboration avec plusieurs institutions directement impliquées dans des activités commerciales, à l'élaboration d'un mécanisme imposant à tous les envois destinés à l'importation contenant des produits qui ont subi une modification génétique, d'inclure une déclaration stipulant que le produit est « génétiquement modifié ».

12. Le Mexique a indiqué qu'il en était au stade de l'élaboration de règlements connexes par un groupe de travail afin de faciliter la coordination inter-institutions. Entre-temps, il a néanmoins mis en place un processus par lequel une autorisation doit être délivrée par le Ministère de la santé pour l'importation et la commercialisation des OVM. Le Ministère a dressé une liste de plusieurs exigences devant être satisfaites lors de la demande d'autorisation. Celles-ci incluent, mais sans s'y limiter, l'identification de l'OVM à importer par les noms scientifiques et communs, le type d'événement et l'usage prévu.

13. Le Mexique a déclaré, qu'afin de satisfaire aux dispositions de l'article 18.2 a) du Protocole de Cartagena, il a signé un accord trilatéral (L'Accord) avec le Canada et les États-Unis d'Amérique qui ne figurent pas parmi les Parties au Protocole de Cartagena. Le Mexique a expliqué qu'un processus rigoureux d'échange d'informations et de consultation a eu lieu au sein des autorités mexicaines concernées par le commerce international de produits agricoles, échange axé prioritairement sur les marchandises en vrac et ayant pour objectif de définir des conditions minimales acceptables de sorte à ne pas entraver le commerce, tout en veillant à satisfaire aux exigences du Protocole de Cartagena. L'Accord intitulé « Documentation requirements for LMOs intended for food or feed or for processing » (Documentation requise pour les OVM destinés à être utilisés pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés), s'appliquait initialement jusqu'en octobre 2005, mais sa validité a été étendue indéfiniment par la suite. Suite aux négociations, il a été convenu d'inclure les termes suivants dans l'Accord :

a) incorporation, dans la facture, de la mention « peut contenir des OVM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, mais non destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement » ;

b) identification du dernier exportateur et du premier importateur du transport et octroi d'exemptions des exigences concernant les cargaisons de produits pour lesquels aucune espèce d'OVM n'a été développée (par ex. le blé et le sorgho) ou pour lesquels il est mentionné explicitement ou implicitement qu'ils sont exempts d'OVM (graines de soja ou maïs exempts d'OVM) ;

c) le seuil prévu pour déterminer l'absence d'OVM est fixé à 5 % au maximum du contenu, et basé sur une tolérance établie à partir d'un grand nombre d'expériences de longues durées portant sur la corrélation entre les coûts et la viabilité du contrôle et de la vérification dans les différents paramètres commerciaux.

14. Le Mexique a, en outre, expliqué qu'un programme de conformité facultatif avait été élaboré dans le cadre de cet accord. Un « programme pilote pour la documentation accompagnant les importations de maïs jaune destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformé », a été adopté, appliquant simultanément les termes de l'Accord décrits pour le maïs jaune par les États-Unis d'Amérique, et les orientations qui figurent dans le Protocole. Le programme identifie les importations qui peuvent contenir des OVM et les trace depuis leur entrée dans le pays jusqu'à leur destination finale. Le Mexique considère qu'il s'agit d'un mécanisme simple permettant de surveiller les biens de consommation importés, sans générer d'obstacles techniques entravant le commerce du maïs jaune.

15. Dans sa communication, le Mexique a expliqué, par ailleurs, que le programme avait été initialement présenté aux Parties à la COP-MOP 3 et que la communication actuelle constituait une mise à jour du programme en cours. À la date de remise du document de communication, les résultats préliminaires suivants ont pu être observés : le rapport indique qu'en 2013, 6 343 179,78 tonnes de maïs jaune en provenance des États-Unis d'Amérique et du Canada ont été importées, dont 2 894 798,51 tonnes (soit 45,64 % du volume total des importations) auraient été étiquetées « peut contenir des OVM ». La communication précise toutefois qu'en 2013, l'élaboration des rapports s'effectuait dans un nouveau modèle mis à la disposition des opérateurs au mois d'octobre de la même année seulement, et par conséquent, ces modèles ont été traités rétroactivement. De plus, il faut tenir compte de l'inexpérience des opérateurs en matière d'adaptation des programmes internes et règles spécifiques concernant le « nouveau » mécanisme de partage des informations. La communication du Mexique indique également que les derniers chiffres de 2014 seront présentés lors de la réunion actuelle, et qu'une analyse plus complète et réaliste sera fournie sur la possibilité de répondre aux exigences de conformité de l'article 18.2 a) sans que cela n'implique de coûts supplémentaires qui pourraient se répercuter sur le consommateur final et la sécurité alimentaire.

16. Dans sa communication, la Norvège a indiqué qu'elle n'avait pas encore eu de mouvements transfrontières d'OVM-AHAT pour l'instant, et qu'elle ne disposait donc d'aucune expérience en matière d'application du paragraphe concernant la notification.

17. Conformément à l'article 8, clause 1 de la « Loi sur les mouvements transfrontières des organismes vivants modifiés », les importations d'OVM-AHAT en République de Corée doivent être soumises à l'approbation des autorités administratives centrales compétentes. La demande doit faire apparaître clairement les noms commun et scientifique de l'OVM-AHAT à importer, ainsi que le code d'événement de transformation. De plus, elle doit également inclure la qualité d'importation et le montant correspondant aux événements respectifs. La République de Corée a également déclaré dans sa communication que les exportateurs devaient à présent signaler que leurs transports d'OVM-AHAT « peuvent contenir un ou plusieurs organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés », et fournir tous les codes des événements de transformation pouvant être inclus. Selon la communication, les exportateurs doivent également déclarer dans leurs factures commerciales que les OVM ne sont pas « destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement ». La communication indique que le pays met actuellement en œuvre ou veille à la mise en œuvre des exigences relatives à l'importation et à l'exportation des OVM-AHAT conformément à la décision BS-III/10. La communication précise également qu'aucune difficulté particulière n'a été rencontrée concernant l'application de la décision BS-III/10, alors que 8 millions de tonnes d'OVM-AHAT sont importées en République de Corée chaque année depuis janvier 2008.

18. L'Afrique du Sud soutient l'utilisation des normes applicables à la manipulation, au transport, à l'emballage et à l'identification d'organismes vivants modifiés, conformément aux organismes de normalisation existants, tels que Codex et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), et a intégré dans la licence d'exportation correspondante les exigences relatives aux informations nécessaires définies dans la Loi sur les organismes génétiquement modifiés de 1997. L'Afrique du Sud a indiqué avoir intégré les exigences relatives aux informations dans la licence d'exportation et utilise actuellement la mention

« peut contenir » accompagnée de la liste des événements OVM homologués commercialement en Afrique du Sud.

19. L'Australie et les États-Unis d'Amérique, non-Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, ont indiqué dans leur communication que l'utilisation de la mention « peut contenir » dans les factures commerciales était suffisante et conforme aux pratiques commerciales et aux objectifs environnementaux du Protocole eu égard aux mouvements transfrontières des OVM pour l'AHAT. L'Australie a également expliqué que toute documentation supplémentaire requise contribuerait à accroître le coût du commerce des céréales. Elle considère que tout système de documentation qui augmente les coûts de transaction est susceptible de fausser les marchés mondiaux des céréales et d'augmenter le prix des denrées alimentaires pour les consommateurs, en appliquant un système qui dépasserait le cadre de la mention « peut contenir ». De même, les États-Unis d'Amérique concluent qu'aucune orientation ni aucuns travaux supplémentaires ne sont nécessaires pour modifier la décision BS-III/10.

20. Dans sa communication, la Global Industry Coalition (GIC) a indiqué que les Parties peuvent appliquer, et dans plusieurs cas ont déjà appliqué, les exigences du paragraphe 2 a) de l'article 18 tel qu'exposé dans la décision BS-III/10 d'une manière qui permette de réaliser les objectifs du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques en entravant le moins possible le commerce et qui ne sera pas excessivement contraignante ou coûteuse pour les Parties. Par ailleurs, la GIC déclare que l'application s'effectue déjà avec la documentation existante qui fournit aux préposés des douanes du pays importateur les informations dont ils ont besoin afin de prendre une décision éclairée pour autoriser l'importation de la matière. Selon la GIC, les Parties disposent déjà d'informations fiables sur les OVM homologués dans les pays exportateurs, compte tenu des exigences relatives à la mise à disposition de ces informations dans le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (décision BS-III/10, paragraphe 5) et des informations fournies par les six principaux fournisseurs de technologies dans une base de données publique (www.biotradestatus.org). La GIC a fait valoir que des modifications appliquées à l'orientation existante auraient pour effet de perturber le processus en cours, qu'elles exigeraient de nouvelles formations des préposés aux douanes et réduiraient à néant les progrès réalisés à ce jour par les Parties et autres gouvernements dans le cadre de l'application de la décision BS-III/10. La GIC confirme ainsi son appui à l'usage continu de la formulation de la décision BS-III/10, soulignant qu'elle garantit la continuité pour les Parties et autres gouvernements qui ont déjà appliqué la décision et encourage les autres Parties qui n'ont pas appliqué la décision à le faire.

21. De même, l'International Grain Trade Coalition (IGTC) a soutenu que, compte tenu du pourcentage significatif du commerce mondial de céréales impliquant désormais des produits élaborés à partir de technologies modernes, il était essentiel que l'application de l'article 18.2 a) fût acceptable d'un point de vue commercial. Elle a déclaré que qu'un commerce international hautement efficace présentant de faibles marges sur le coût de revient n'était possible que si les exportateurs et importateurs étaient en mesure de définir et de gérer leurs risques commerciaux, y compris ceux qui découlaient des organismes vivants modifiés, et que la pratique répandue consistant à documenter la présence possible des organismes vivants modifiés dans les documents commerciaux existants par une simple mention « peut contenir » s'était révélée pratique et efficace pour les parties concernées par les échanges commerciaux de céréales. Pour illustrer cette déclaration, l'IGTC a noté que les importateurs et les exportateurs exerçant leurs activités entre les États-Unis d'Amérique, le Canada et le Mexique et au sein de ces pays, ont prouvé que cet « Accord trilatéral » couvrant les marchandises échangées entre ces trois pays qui peuvent contenir des organismes vivants modifiés, était extrêmement utile et favorisait des échanges commerciaux efficaces.

22. Dans sa communication, l'IGTC a expliqué que ses membres considéraient que les normes et procédures existantes d'échantillonnage des céréales et graines oléagineuses à d'autres fins d'analyse, y compris de qualité et de sécurité, étaient suffisantes pour échantillonner les céréales contenant des OVM. L'IGTC a noté que des méthodes d'échantillonnage saines, commercialement viables et suffisamment représentatives faisaient leurs preuves depuis plusieurs décennies. C'est pourquoi l'IGTC a considéré qu'il

n'était pas nécessaire d'appliquer de système de plan d'échantillonnage séparé ou unique pour l'analyse des OGM.

23. No! GMO Campaign, se présente comme une coalition basée au Japon rassemblant des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales qui étudient activement l'influence négative des organismes vivants modifiés (OVM), tels que les organismes génétiquement modifiés, sur la diversité biologique au Japon, éduquent le public à cet égard et discutent de cette problématique avec le gouvernement japonais. Cette coalition a constaté que des mesures doivent être mises en pratique afin de prévenir toute contamination par les semences génétiquement modifiées pendant le transport et le chargement ou le déchargement. La coalition a en outre ajouté que des mesures d'étiquetage des OVM étaient nécessaires afin de permettre l'accès à des informations précises et détaillées sur toute dispersion potentielle des gènes. La communication évoque la nécessité de mettre en œuvre des mesures visant à assurer que le cas actuel du canola génétiquement modifié qui pousse à l'état sauvage au Japon et de la propagation de la contamination des variétés locales de cultures et des mauvaises herbes ne se répande pas dans le reste du monde.

b) Besoins en renforcement des capacités

24. Il est important de constater que, parmi les communications, seules trois ont mentionné ou traité des besoins en renforcement des capacités. L'UE a fait savoir qu'elle n'avait pas de besoins spécifiques en termes de renforcement des capacités. La Malaisie a noté cependant que, bien qu'elle eût élaboré un cadre juridique national, il fallait consolider la coordination interinstitutions, les activités de renforcement des capacités et de sensibilisation avant de rendre ce cadre totalement opérationnel. Elle a expliqué que la priorité devait être accordée au renforcement des capacités au sein des Parties qui sont des pays en développement ou des pays à économie en transition, impliquant un soutien financier approprié. Le Brésil n'a recensé aucun besoin particulier, mais a indiqué que les Parties et autres organisations devraient continuer à soutenir les pays pour lesquels un renforcement des capacités était nécessaire.

c) Expérience relative à la catégorie de document : un document indépendant

25. En reportant la prise de décision mentionnée au paragraphe 7 de la décision BS-III/10 à leur septième réunion, les Parties au Protocole ont indiqué, au paragraphe 6 de leur décision BS-V/8, que la nécessité d'un document indépendant serait également examinée à la présente réunion. Les Parties ont également prié le Secrétaire exécutif, à leur sixième réunion (décision BS-VI/8, paragraphe 3), d'inclure une question spécifique dans le modèle du troisième rapport national, demandant aux Parties si elles exigent que les informations sur l'identification des mouvements transfrontières des organismes vivants modifiés destinés à être utilisés pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés (OVM-AHAT) soient fournies dans des catégories de documentation existantes ou sous forme de document indépendant ou les deux. Parmi les communications reçues, très peu ont évoqué ce sujet.

26. L'Afrique du Sud a indiqué que les conditions concernant la délivrance d'une autorisation appropriée pour l'importation d'OVM-AHAT, rendaient superflue la nécessité d'un document indépendant qui, de son point de vue, constituerait un obstacle supplémentaire aux échanges commerciaux.

27. Dans sa communication, la République de Corée a déclaré qu'un document indépendant n'était pas nécessaire étant donné que le règlement national, tel que la procédure d'autorisation d'importation, était capable de compenser toute insuffisance. Par le biais des contrats d'importation, les importateurs exigent des exportateurs qu'ils indiquent les informations nécessaires concernant cette autorisation d'importation dans les factures commerciales. C'est pourquoi, selon la République de Corée, l'expérience démontre qu'il n'est pas nécessaire d'introduire une catégorie de document d'accompagnement supplémentaire. Cependant, la République de Corée a indiqué qu'il pourrait être judicieux de réexaminer la nécessité de documents d'accompagnement et d'identification à l'avenir en raison de la diversification accrue des types et caractéristiques des OVM-AHAT.

28. La Global Industry Coalition a indiqué que toutes les informations requises par le Protocole peuvent être et ont été transmises de manière adéquate par le biais de la documentation existante au cours des huit dernières années d'application de la décision BS-III/10.

III. ÉLÉMENTS SUGGÉRÉS POUR UN PROJET DE DÉCISION

29. Compte tenu des informations synthétisées dans la section II ci-dessus, la Conférence des Parties siégeant à la réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques souhaitera peut-être :

a) prendre note de l'expérience et des points de vue des Parties, des autres gouvernements et des organisations internationales compétentes qui soutiennent la poursuite de l'application des exigences existantes du paragraphe 2 a) de l'article 18 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et du paragraphe 4 de la décision BS-III/10 ;

b) rappeler le paragraphe 1 de la décision BS-III/10 et le paragraphe 1 de la décision BS-V/8 ;

c) prier les Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques de et exhorter les autres gouvernements à :

i) continuer à prendre des mesures en faveur de l'application des exigences contenues dans le paragraphe 2 a) de l'article 18 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et dans le paragraphe 4 de la décision BS-III/10 ;

ii) poursuivre l'identification des mouvements transfrontières des organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, par l'intégration des informations recensées au paragraphe 4 de la décision BS-III/10 dans la documentation existante accompagnant les organismes vivants modifiés ;

iii) coopérer avec et soutenir les Parties qui sont des pays en développement et les Parties qui sont des pays à économie en transition en vue de renforcer leurs capacités afin d'appliquer les exigences d'identification du paragraphe 2 a) de l'article 18 et des décisions connexes ;

d) exhorter les Parties et inviter les autres gouvernements à mettre à la disposition du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques toute exigence réglementaire nationale liée à l'identification et à la documentation des organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés ;

e) décider de procéder à un examen plus approfondi de la nécessité d'un document indépendant compte tenu des réponses à la question concernée dans le troisième rapport national et de tout autre résultat du troisième examen de l'efficacité du Protocole.
